



# Conseil économique et social

Distr. générale  
12 mars 2010  
Français  
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales  
Session ordinaire 2010  
26 mai – 4 juin 2010

## Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce .....	2
2. Australian Catholic Social Justice Council .....	4
3. Center for Practice-Oriented Feminist Science .....	6
4. Confederation of Business Women of Russia .....	10
5. Union internationale des architectes .....	12
6. Association nationale des économistes de Cuba .....	14
7. National Association of Realtors .....	15



# **1. Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce**

**Statut consultatif spécial accordé en 2005**

## **I. Introduction**

*L'Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce* vise à renforcer et à promouvoir les relations économiques et commerciales entre les pays arabes et le Mexique. Cette organisation assure les activités suivantes : (a) développer des études, recueillir des informations et fournir des statistiques : comme les lacunes mutuelles en matière de connaissance constituent l'un des principaux obstacles aux échanges commerciaux entre les deux régions, l'organisation publie tous types d'études de marché et de profil, des manuels de commerce et des statistiques commerciales sur le Mexique et les pays arabes; (b) promouvoir des opportunités d'affaire et commerciales de nature à favoriser le développement dans les deux régions; (c) organiser des programmes de formation et des séminaires : en vue de développer les connaissances entre les deux régions, des programmes de formation et des séminaires sont organisés dans le but d'améliorer les compétences et le niveau d'expertise des membres de l'organisation; (d) proposer des services de conseil : afin de permettre aux membres d'engager des négociations fructueuses, des services de conseil sont proposés en matière de commerce, de projets industriels et d'investissements de capitaux; (e) organiser des événements internationaux et des missions commerciales : en vue de promouvoir l'arrivée de nouveaux produits sur des marchés étrangers, l'organisation coordonne des missions commerciales et favorise la participation de délégations mexicaines dans le cadre de salons internationaux dans les pays arabes et elle prépare la visite de délégations d'hommes d'affaire arabes au Mexique; (f) développer des études, recueillir des informations et fournir des statistiques : l'organisation s'est attachée à étudier 125 profils de pays relevant du monde arabe ainsi que les principaux produits susceptibles d'être exportés vers ces derniers. L'organisation a également conçu des guides commerciaux pour 22 pays arabes; (g) organiser de programmes de formation et des séminaires : des séminaires et des conférences sont organisés sur les questions de logistique et les stratégies dans le cadre de l'exportation de produits vers les pays arabes, les opportunités, les conditions commerciales, les garanties bancaires et les modalités de paiement; (h) promouvoir les opportunités commerciales : l'organisation entend promouvoir des opportunités commerciales spécifiques en faveur de ses membres; (i) organiser des événements internationaux et des missions commerciales : avec le soutien du Ministère des affaires étrangères, l'organisation favorise la participation du Mexique aux salons organisés dans les pays arabes et prépare des missions commerciales officielles afin de promouvoir les intérêts des sociétés mexicaines dans les pays arabes.

## **II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

Dans le cadre de sa contribution aux activités du Conseil économique et social, l'organisation offre des informations, des statistiques commerciales et des conseils sur le commerce dans le cadre des relations entre le Mexique et les pays arabes.

Pour favoriser les activités et les objectifs du Conseil, l'organisation entend également renforcer les liens de coopération avec les industries mexicaines sur les questions économiques et sociales. L'organisation reconnaît le rôle important des Nations Unies dans la promotion du développement, en particulier eu égard à l'accès et au transfert des connaissances et des technologies. L'organisation contribue à résoudre les problèmes d'ordre économique relevant de la responsabilité des Nations Unies. Les études menées par l'organisation offrent des informations détaillées sur les besoins des marchés arabes et permettent d'identifier les produits susceptibles de répondre à ces besoins tout en favorisant la définition d'une solution pour les problèmes économiques d'ordre commercial.

De 2005 à 2008, l'organisation a organisé de nombreux événements pour optimiser les échanges commerciaux et renforcer les relations entre les deux régions.

**2005** : mission commerciale, impliquant 10 sociétés mexicaines, au Maroc, en Arabie Saoudite, en Égypte et en Algérie dans le cadre de laquelle l'organisation a tenu des réunions avec les chambres de commerce et les représentants gouvernementaux dans chaque pays. Les sociétés mexicaines ont également eu l'occasion de rencontrer leurs homologues.

**2006** : deux missions commerciales : la première, en Égypte, au Maroc et en Algérie, comprenait 9 sociétés mexicaines tandis que la deuxième, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et au Koweït, en comptait 6.

**2007** : (a) une mission en Arabie Saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït avec la participation de 11 sociétés mexicaines; (b) l'organisation a reçu une délégation issue de la Jamahiriya arabe libyenne et préparé des réunions avec des représentants de sociétés mexicaines.

**2008** : (a) deux missions commerciales : la première en Algérie, au Maroc, en Égypte et en Jordanie, impliquait 7 sociétés mexicaines tandis que la deuxième, en Arabie Saoudite, dans les Émirats arabes unis, au Koweït et au Liban, en comptait 10; (b) l'organisation a reçu une délégation égyptienne et préparé des réunions avec des représentants de sociétés mexicaines; (c) soutien, promotion et participation à la première exposition libanaise au Mexique, à laquelle étaient conviées 30 sociétés libanaises; (d) organisation d'une « semaine arabe » dans la ville de Mexico à l'occasion de laquelle les Mexicains ont eu la chance de découvrir la culture, l'art, les spécialités culinaires, la musique et les tenues vestimentaires des pays arabes. Grâce aux actions susmentionnées et à son travail avec les gouvernements et les chambres de commerce des deux régions, les exportations depuis le Mexique vers les pays arabes ont augmenté entre 2005 et 2008 de 204 % et les importations des pays arabes vers le Mexique, de 138 %. En raison d'un manque de ressources, l'organisation n'a pas été en mesure de participer au travail du Conseil économique et social ou de ses organes subsidiaires et elle n'a pas participé aux principales conférences ni à d'autres réunions des Nations Unies au cours de la période couverte par le rapport.

## **2. Australian Catholic Social Justice Council**

Statut consultatif spécial accordé en 1997

### **I. Objectifs**

Créé en 1987 par la Conférence des évêques catholiques d'Australie, l'*Australian Catholic Social Justice Council* (ACSJC) est l'institution de l'Église catholique australienne en charge de la justice, de la paix et des droits de l'homme. La Conférence a chargé l'ACSJ de promouvoir la recherche, l'éducation, la sensibilisation et l'action en faveur de la justice sociale, en intégrant profondément ces notions dans la vie de l'ensemble de la communauté catholique australienne et en permettant à l'Église de s'exprimer de manière crédible sur ces questions. L'ACSJC est tenu de rendre compte de ses actions à la Conférence des évêques catholiques d'Australie, par l'intermédiaire du *Bishops' Commission for Justice and Development* (Comité des évêques pour la justice, le développement et la paix). L'ACSJC s'appuie majoritairement sur la tranche de la population qui est de confession catholique (26 %). L'ACSJC coopère avec d'autres organisations religieuses ou laïques en Australie et participe à un réseau international d'organisations catholiques œuvrant en faveur de la justice et de la paix ou de la défense des droits de l'homme dans la région d'Asie-Pacifique. Il participe activement au débat politique public en Australie, dans le but de promouvoir la justice sociale et la protection des droits de l'homme conformément aux principes de l'enseignement social catholique et des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments des Nations Unies.

### **II. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

Il n'est pas aisé pour l'ACSJC de participer aux conférences et aux tribunes intergouvernementales des Nations Unies organisées à l'étranger en raison des contraintes horaires du personnel mais il entend améliorer son niveau de participation à l'avenir. En outre, suite à ses communications de 2004 avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones et le Président/rapporteur du groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, l'ACSJC, après avoir soulevé des questions pertinentes relatives aux droits de l'homme qui ne pouvaient être résolues au niveau national avec les fonctionnaires concernés des Nations Unies, a concentré ses activités de défense et de soutien sur la coalition gouvernementale libérale (2005-2007) et le gouvernement travailliste (2007-à nos jours).

### **III. Coopération avec les organes de l'ONU et/ou les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au siège social**

En juillet 2008, le Président de l'ACSJC était en relation avec le responsable de la section des ONG du département des affaires économiques et sociales des Nations

Unies dans le cadre du débat de haut niveau du Conseil économique et social concernant l'examen ministériel annuel de 2008 visant la mise en œuvre des objectifs définis au niveau international et des engagements relatifs au développement durable. L'organisation a élaboré un rapport intitulé *Ending hunger – How far can we go?* (En finir avec la faim – quelles sont les limites?) mettant en exergue les stratégies susceptibles de revigorer les objectifs du Millénaire pour le développement.

#### **A. Initiatives entreprises en vue de faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'étude susmentionnée, lancée en juin 2005, et sa promotion ultérieure dans le trimestriel de l'ACSJC, *Justice Trends*, ont incité les paroisses catholiques et les groupes prônant la justice sociale aux quatre coins de l'Australie à prendre des mesures en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement.

##### **Activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale**

S'agissant du commerce équitable et du droit au développement, suite au blocage des négociations entre le Timor-Leste et l'Australie concernant les réserves de pétrole et de gaz dans les limites contestées de la Mer du Timor, la Conférence, avec l'aide de l'ACSJC, a lancé un appel le 9 mai 2005 auprès des parties afin de relancer le processus de négociation en mettant en exergue les besoins humanitaires du pays et ses droits au développement. La publication de l'ACSJC, *The Timor Sea's Oil and Gas : What's fair?*, a été utilisé par les deux parties lors des négociations. L'ACSJC a facilité l'organisation d'événements lors du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique à Sydney en 2007.

Suite à la communication susmentionnée de 2004 auprès du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, l'ACSJC a formulé ses inquiétudes lors de la consultation entre le Ministère des affaires étrangères et du commerce et les ONG à Canberra en 2005. Ces mêmes inquiétudes sont retranscrites dans les observations finales sur l'Australie soumises par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD/C/AUS/CO/14). En mars 2006, les membres de l'ACSJC ont rencontré l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Social Justice Commissioner* de la commission australienne des droits de l'homme afin de sensibiliser le public à ces problèmes et aborder la question des violences familiales et à l'encontre des enfants dans les communautés autochtones éloignées. La suspension par le Gouvernement des dispositions de la loi sur la discrimination raciale de 1975 a permis d'imposer des restrictions en matière de sécurité sociale de nature à enfreindre les articles 1, 2, 4 et 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Lors de la Journée des droits de l'homme en 2008, marquant le soixantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, l'ACSJC a formulé une déclaration conjointement avec les responsables autochtones visant à réintégrer lesdites dispositions de la Loi sur la discrimination raciale.

Au cours de la période couverte par le rapport, l'ACSJC a échangé plusieurs courriers avec les ministres du Gouvernement et plaidé en faveur des demandeurs

d'asile s'inscrivant dans le cadre de la « solution pacifique » eu égard à l'expulsion de requérants déboutés vers des destinations dangereuses. Des infractions ou des limites injustifiées visent notamment les articles 31(1) et 33(1) de la Convention relative au statut des réfugiés et les articles 7 et 9 de la Convention internationale des droits civils et politiques. En octobre 2008, le Gouvernement a financé le réseau *Trafficking in Humans* afin de venir en aide aux victimes, sensibiliser le public et aider le Gouvernement à élaborer une stratégie nationale en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

Jusqu'au mois de mai 2007, l'ACSJC a protesté contre la détention arbitraire du dernier prisonnier australien à Guantánamo Bay (Cuba) et a requis pour lui un procès en bonne et due forme devant un tribunal non militaire, sa libération et son retour en Australie. L'ACSJC s'appuie sur les rapports du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, en particulier sur le rapport la soixante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2006/120).

En décembre 2007, l'ACSJC a publié un document intitulé *Confronting the Death Penalty, People, Politics and Principle*. Une copie de celui-ci a été adressée à chaque membre du Parlement. Son contenu visait à étayer la défense d'une position plus cohérente du Gouvernement à l'encontre de la peine capitale à la fois sur le plan national et international. L'ACSJC a également formulé de nombreuses déclarations et imploré la clémence en faveur de ressortissants australiens et étrangers condamnés à la peine de mort par des juridictions étrangères.

Un soutien massif en faveur des Nations Unies en tant qu'institution mondiale pour la justice, le développement et la paix a été apporté au travers de guides de discussion distribués au niveau national, mettant en exergue le rôle des Nations Unies visant à garantir que toutes les nations ont une place à la table des questions des droits de l'homme et du développement.

En tant qu'organisation soucieuse d'aligner son travail sur les objectifs de la Décennie internationale pour une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, l'ACSJC est heureux de soumettre son rapport pour la période 2005-2008.

### **3. Center for Practice-Oriented Feminist Science**

#### **Statut consultatif spécial accordé en 2001**

#### **I. Introduction**

Le *Center for Practice-Oriented Feminist Science* constitue un institut indépendant qui œuvre en faveur de la recherche, l'éducation et le respect du principe d'égalité entre les hommes et les femmes et par conséquent, du développement social, culturel et économique durable dans le cadre d'expériences sur le terrain à grande échelle, conformément à ses engagements eu égard aux objectifs globaux des Nations Unies : égalité en matière de traitement, d'opportunités, de participation, de pouvoir de décision et de définition des deux sexes; développement durable; fraternité, paix et justice, en vue essentiellement d'assurer la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. Il propose des

informations, ainsi que des stratégies, approches et concepts innovants, il forme des experts dans ces domaines et contrôle la mise en œuvre des programmes.

En vertu de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement (égalité des sexes et autonomisation des femmes), le Centre axe ses priorités sur l'éradication de la mutilation génitale des femmes au sein de la communauté dans son ensemble. Grâce à une approche globale centrée sur les valeurs, le Centre a permis une transformation culturelle dans la région Mosocho au Kenya. Depuis 2002, des milliers de parents ont décidé de ne pas soumettre leurs filles à une mutilation génitale. Une telle évolution s'appuie principalement sur une formation et une éducation formelles, non formelles et informelles à tout niveau afin de générer des multiplicateurs qualifiés. Le personnel de Mosocho a décidé d'englober leurs activités sous la dénomination *Fulda-Mosocho project*. Le choix du nom de ce projet dérive de la coopération entre Fulda, l'Allemagne et la région de Mosocho au Kenya, à tous les niveaux et pour chaque élément du projet.

Le centre « concentre ses activités sur des expériences d'apprentissage pertinentes en faveur d'un comportement durable », « les établissements d'enseignement » et « les familles et les communautés ». Conformément aux exigences de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, le Centre assure la promotion du développement durable des individus et, par conséquent, du développement social, culturel et économique des familles et des communautés. Aux fins des objectifs du Millénaire pour le développement, le Centre a renforcé sa coopération et son partenariat à tous les niveaux. Les informations fournies par le Centre sont disponibles sous la forme de documents de stratégie du Gouvernement kenyan, ainsi qu'auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de différentes ONG.

Le Centre est devenu une référence dans le combat visant à éradiquer la mutilation génitale féminine en assurant le respect du principe d'égalité entre les hommes et les femmes et en développant ses engagements dans le cadre d'activités nationales et locales.

## **II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

### **A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi que dans le cadre des activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale**

Dans le cadre de la période visée par le rapport, la coopération entre le Centre et les Nations Unies s'est renforcée, conformément à la demande de l'Organisation visant à ce que les résultats des nouvelles recherches, les découvertes et les meilleures pratiques soient rendus disponibles :

- a) Le projet Mosocho a fait l'objet d'une présentation lors de la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme organisée à New York en 2007. À l'invitation du groupe de travail sur l'excision/les mutilations génitales féminines, le Directeur du Centre

s'est exprimé sur le thème de l'éradication de l'excision; (i) un représentant du Centre s'est adressé au panel d'experts sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes dans le cadre d'un dialogue interactif autour du thème *Transformed education for chiefs, clan elders and officials to support the implementation of human rights for girls* (réforme de l'éducation à l'attention des chefs, des aînés du clan et des personnes influentes en vue d'assurer la mise en œuvre des droits fondamentaux pour les jeunes filles); (ii) lors d'un dialogue interactif en mars 2007 sur l'avancement de la mise en œuvre des conclusions définies sur le rôle des hommes et des garçons eu égard à l'égalité entre les hommes et les femmes, un représentant a évoqué un exemple de programmes couronnés de succès en vue d'encourager le concept de l'égalité des sexes parmi les hommes et les garçons.

- b) Coopération avec l'UNICEF : la réunion du groupe de travail des donateurs de l'UNICEF organisée à Berlin en 2007 incluait une discussion au sujet des informations sur l'excision/les mutilations génitales féminines fournies par le Centre à la Commission de la condition de la femme. UNICEF Kenya et le Ministère kenyan du genre, des enfants et du développement social ont visité la région de Mosochi en avril 2008. Le rapport final relatif à une étude sur la dynamique sociale de l'abandon de pratiques aux effets néfastes au Kenya, et des mises à jour, ainsi que l'expertise scientifique du Centre ont permis d'inclure l'approche axée sur les valeurs et le projet Fulda-Mosochi en tant que meilleures pratiques du Kenya dans l'étude de l'UNICEF sur l'étude de la dynamique sociale de l'abandon de pratiques qui porte sur plusieurs pays.
- c) Son expérience en matière d'approche axée sur les valeurs a permis de promouvoir le projet du plan d'action national kenyan pour l'éradication des mutilations génitales féminines (2008-2012) et la politique de lutte du Gouvernement contre les mutilations génitales féminines. En sa qualité de membre du comité de coordination nationale pour la politique, le Centre a présenté un document stratégique lors de la réunion de planification nationale dans le cadre du programme conjoint de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Gouvernement kenyan sur l'excision/les mutilations génitales féminines, en juillet 2008 (Kiliguni Lodge, Kenya);
- d) Participation à « la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines » depuis 2005; (i) de nouveaux résultats sur les pratiques traditionnelles aux effets néfastes et l'autonomisation des femmes ont été présentés lors de la conférence du Parlement européen à Bruxelles en 2007; (ii) participation à la conférence internationale sur les mutilations génitales féminines et les mariages forcés/précoces à Bruxelles en février 2007;
- e) Documents de synthèse concernant : (i) un forum en ligne sur les femmes occupant des postes clefs, organisé par la Division de la promotion de la femme (Département des affaires économiques et sociales) (novembre/décembre 2007); (ii) un débat en ligne sur les objectifs du développement durable, organisé par le Département des



affaires économiques et sociales et du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) (février/mars 2008); (iii) un débat en ligne sur le partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris parmi les travailleurs sociaux, dans le cadre du VIH/sida, organisé par le Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales (juillet/août 2008).

- f) Nomination du Directeur du centre et du projet Fulda-Mosocho au prix des droits de l'homme décerné par le Parlement européen en septembre 2006. Dans ce cadre, 150 artistes du monde entier ont illustré les souffrances liées à la mutilation génitale féminine. Une sélection d'œuvres est publiée dans un recueil intitulé *Don't*.

## **B. Initiatives entreprises par l'organisation**

- a) En Afrique, le Centre continue de se concentrer sur les besoins des populations sur le terrain et a élargi le projet Fulda-Mosocho à l'échelle du Kenya. Sur la base scientifique de l'approche axée sur les valeurs, il a développé des programmes afin de faire évoluer les comportements et les attitudes dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes, en particulier, l'éradication de la mutilation génitale des femmes; (b) l'approche axée sur les valeurs a également été appliquée dans 17 ateliers organisés sur une journée à l'intention des chefs, 25 séminaires auxquels ont participé 300 aînés de clan, 88 séminaires pour les (anciennes) exciseuses, 1 séminaire pour les responsables œcuméniques et 15 séminaires pour les *gookos* et les gardiens.

En décembre 2008, plus de 40 événements publics ont été organisés afin d'illustrer le succès d'*A new growth in the Gusii culture* (le nouveau visage de la culture Gusii). Lors du cinquième anniversaire, en 2008, 10 000 personnes, des membres de la communauté et des invités ont pris part aux festivités et honoré les jeunes filles n'ayant pas subi de mutilation ainsi que les parents qui ont décidé de ne pas exciser leurs filles. Cette expérience menée à grande échelle a servi notamment de modèle au Gouvernement kenyan puisque les régions et les districts autour de Mosocho ont également demandé que l'approche axée sur les valeurs soit appliquée en leur sein.

### **Diffusion des données relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement au travers de publications : travail de proximité/création de réseaux**

- a) Le directeur du Centre a rédigé des articles scientifiques afin de promouvoir les objectifs des Nations Unies et de l'Union européenne; (b) le Centre a étendu son projet productif *As Friends to Kenya* afin d'octroyer aux personnes intéressées une chance de s'engager dans le travail volontaire; (c) 30 ateliers, des conférences et 80 présentations multimédias ont été organisés en Allemagne sur le thème de la mutilation génitale féminine, impliquant des réseaux et des groupes de pression locaux, régionaux et nationaux actuels auprès du Gouvernement et des ONG; (d) coopération avec l'*International*

*Federation of University Women* dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement : discours clef portant sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, incluant un comité sur les objectifs du Millénaire *What are we doing to reach them?* (Que faisons-nous pour les atteindre?) lors de la vingt-neuvième conférence de la Fédération à Manchester (Royaume-Uni) en août 2007.

## **4. Confederation of Business Women of Russia**

**Statut consultatif spécial accordé en 1997**

### **I. Introduction**

La *Confederation of Business Women of Russia* qui regroupe des femmes d'affaires occupant des postes décisionnels au sein d'entreprises de différents types réparties sur plus de 64 régions au sein de la Fédération de Russie (17 000 entités et plus de 5 000 personnes) constitue l'une des organisations parmi les plus efficaces et puissantes dans la Fédération de Russie. La Confédération a lancé le concept d'activités éthiques et a développé la stratégie pour l'égalité des sexes au sein de la Fédération de Russie. Le Président est membre du comité interinstitutionnel œuvrant en faveur de l'égalité des droits et des chances pour les hommes et les femmes, ainsi que du comité de coordination pour les questions sur les différences hommes/femmes. Avec l'aide des Présidents de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et du Kazakhstan, la Confédération organise les forums d'affaires de la Communauté des États indépendants.

### **II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

#### **A. Coopération avec les organes de l'ONU et/ou les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au siège social**

En 2006, en collaboration avec le PNUD, la Confédération a organisé un forum international des femmes d'affaires sur l'intégration socio-économique et le développement, qui a accueilli plus de 400 participants. En 2008, l'organisation a dirigé une autre réunion intitulée *Women entrepreneurship amid the crisis : search for solutions* (l'entreprenariat féminin dans la tourmente de la crise : recherche de solutions), qui a enregistré une participation de 500 membres. Le thème de ces réunions a attiré l'attention du Gouvernement et de la société au sens plus large. Il est reconnu que les problèmes des femmes revêtent en général une dimension sociale fondamentale puisque les femmes relèvent des segments sociaux les plus vulnérables de la société. Selon les Nations Unies, les femmes qui constituent la moitié de la population, occupent un tiers de l'ensemble des emplois rémunérés et deux tiers des emplois non rémunérés mais ne reçoivent que 10 % des revenus mondiaux et possèdent 1 % des biens immobiliers au niveau mondial.

Cette situation se reflète aussi dans la Fédération de Russie et les pays membres de la Communauté des États indépendants. Les activités économiques des femmes et des entreprises familiales, en Russie et dans la plupart des pays de l'ancien bloc soviétique jouent un rôle de premier plan dans l'éradication des inégalités entre femmes et hommes en termes d'emploi et de répartition des revenus. Il convient de noter que le développement des activités économiques des femmes et des entreprises familiales reste maîtrisé, en raison notamment d'une législation défectueuse et de l'absence de tout soutien du Gouvernement.

La crise financière mondiale s'est avérée désastreuse pour les activités économiques des femmes et les organisations déploient tous leurs efforts pour attirer l'attention du Gouvernement et de la société sur les aspects de la crise liés aux inégalités hommes/femmes et définir des solutions adéquates. La Confédération, en collaboration avec le PNUD, participe activement dans des concours, des projets conjoints et des programmes d'importance pour le public. En 2008, l'organisation a participé à un programme de surveillance des droits des femmes dans la Fédération de Russie appelé *A thousand women's stories* (un millier d'histoires de femmes) visant à promouvoir le développement de petites entreprises à Moscou en 2005 et 2006. L'organisation a également publié un rapport sur le développement des activités de femmes dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

## **B. Activités conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Au cours de la période couverte par le rapport, une série d'événements d'envergure ont été organisés au niveau national et international : (a) des auditions publiques sur le thème de la contribution des activités économiques des femmes dans la lutte contre la pauvreté au travers de la création du marché des services sociaux non gouvernementaux dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies; (b) le Président de la Confédération a participé à la première conférence internationale de la Lybie sur les femmes et la loi et a accepté une invitation du Conseil suprême des femmes bahreïniennes afin de participer à la réunion des femmes d'affaires russes et des représentantes de l'Association des femmes d'affaires du Bahreïn.

Au vu de la nature positive de la réunion, il existe une base concrète pour le renforcement d'une coopération entre les organisations publiques de ces trois pays. Étant donné l'importance de la consolidation de la position de la Fédération de Russie dans la région et la nécessité de développer la coopération avec les pays asiatiques et africains à cet égard, il paraît raisonnable de poursuivre et de systématiser ces activités.

## **5. Union internationale des architectes**

**Statut consultatif spécial accordé en 1949**

### **I. Introduction**

L'Union internationale des architectes entend unir les architectes de tous les pays du monde sur une base démocratique et les représenter à la fois au niveau international et gouvernemental afin de garantir la mise au point constante de méthodes professionnelles tout en respectant les spécificités des différentes communautés et de favoriser le développement durable de l'environnement construit, d'opérations de secours en cas de catastrophes et du principe de « logement sans frontière » (*housing without borders*).

### **II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

#### **A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires**

**2005** : Maurice, janvier, Département des affaires économiques et sociales, réunion internationale visant à examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

**2006** : (a) Canada, Forum urbain mondial des Nations Unies; (b) Genève, juillet, session de fond du Conseil économique et social.

**2007** : (a) session de fond du Conseil économique et social, Genève; (b) septembre, Commission économique pour l'Europe, Comité du logement et de l'aménagement du territoire.

**2008** : (a) Nanjing, Chine, novembre, Forum urbain mondial des Nations Unies; (b) Poznań, Pologne, décembre, réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009.

### **II. Coopération avec les organes de l'ONU et/ou les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au siège social**

Les représentants de l'Union ont participé aux événements suivants :

**2005** : (a) Paris, janvier, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture des Nations Unies (UNESCO)/Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), troisième réunion visant l'élaboration des lignes directrices de l'UNESCO/OCDE pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier; (b) Genève, janvier, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), réunion d'experts

sur les aspects du commerce et du développement des services professionnels et des cadres réglementaires; (c) Paris, avril, division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, neuvième consultation collective UNESCO/ONG sur l'enseignement supérieur, groupe de travail sur l'enseignement supérieur et les défis de l'enseignement supérieur transfrontalier; (d) Paris, octobre, célébration du soixantième anniversaire de l'UNESCO et organisation de sa Conférence générale; (e) collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, Paris, mai participation de l'Union au Mémoire de Vienne sur la conservation des paysages urbains historiques; (f) Vienne, mai, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, Conférence internationale : Le patrimoine mondial et l'architecture contemporaine : (g) Nairobi, septembre, sommet Africités. Collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Nairobi, accord de coopération entre l'Union et l'ONU-Habitat.

**2006** : (a) Genève, juin, 117<sup>e</sup> session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); (b) collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, Jérusalem, juin, atelier sur les villes historiques au 21<sup>e</sup> siècle; (c) Vilnius, juillet, 30<sup>e</sup> session du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO; (d) Nairobi, septembre, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, sommet Africités; (e) collaboration avec l'ONU-Habitat, lundi 2 octobre, Journée mondiale de l'architecture parallèlement à la Journée mondiale de l'habitat l'ONU-Habitat sur le thème : *Cities, magnets of hope* (les villes, aimants de l'espoir).

**2007** : (a) Paris, octobre-novembre, 34<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO; (b) collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, janvier-février, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, atelier régional sur les paysages urbains historiques; (c) Christchurch, Nouvelle-Zélande, juin-juillet, 31<sup>e</sup> session du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO; (d) Paris, octobre, 60<sup>e</sup> session du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO; (e) collaboration avec l'ONU-Habitat, Nairobi, avril, 21<sup>e</sup> session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains; (f) 1<sup>er</sup> octobre, Journée mondiale de l'architecture parallèlement à la Journée mondiale de l'habitat de l'ONU-Habitat.

**2008** : (a) Turin, Italie, juin, signature d'un accord de partenariat entre le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe et l'Union; (b) Genève, septembre, 69<sup>e</sup> session de la Commission économique pour l'Europe, Comité du logement et de l'aménagement du territoire; (c) collaboration avec l'ONU-Habitat : Turin, Italie, juillet, deuxième accord de partenariat entre l'Union et l'ONU-Habitat; (d) Pordenone, Italie, octobre, célébration de la Journée mondiale de l'architecture sur le thème *Architecture and cities for our children* (l'architecture et les villes pour nos enfants) parallèlement à la Journée mondiale de l'habitat autour du thème *Harmonious Cities* (des villes harmonieuses) et (e) Persépolis, République islamique d'Iran, octobre, *World Olympiad for Urban Design* (Olympiades mondiales du design urbain), réunion d'un groupe d'experts de l'ONU-Habitat et de l'*International Art and Architecture Research Association*.

### **Activités conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement**

En 2006, l'Union a organisé un concours international intitulé « Célébration des villes », ouverte aux architectes afin de repenser les villes et d'engendrer un véritable caractère urbain et un style de vie sociale durable.

## 6. Association nationale des économistes de Cuba

Statut consultatif spécial accordé en 1997

### I. Introduction

L'Association nationale des économistes de Cuba est une ONG qui a été créée le 14 juin 1979. Elle inclut un comité national composé de 75 membres élus par le Congrès tous les cinq ans, un conseil exécutif national et des comités provinciaux, ainsi que leurs conseils correspondants, dans 14 provinces du pays. En outre, il existe 169 comités au niveau des municipalités et 4 793 sections de base. L'Association compte 17 sociétés scientifiques au sein desquelles la participation des membres dépend de leurs intérêts professionnels. L'Association repose sur un système d'autofinancement. Ses membres paient une cotisation mensuelle et son agence conseil, CANEC, compte plus de 1 290 consultants (dont 80 % sont des retraités) qui proposent des conseils d'ordre technique, économique ou comptable. Les services de conseil génèrent les moyens financiers nécessaires pour permettre à l'Association d'être performante. Les principaux objectifs de l'Association visent à promouvoir le perfectionnement professionnel et à optimiser le niveau des connaissances de l'ensemble des travailleurs du secteur afin d'offrir des conseils, une formation adéquate et tisser des relations avec des professionnels et des institutions internationales dans le domaine économique.

L'Association publie un bimensuel intitulé *El Economista*, tiré à 20 000 copies, ainsi qu'un journal électronique qui porte le même nom sur son site Internet, à l'adresse suivante : <http://eleconomista.cubaweb.cu>. L'Association publie également, avec l'Université de la Havane, le journal intitulé *Economía y Desarrollo*.

L'Association assure la présidence de l'Association des Économistes d'Amérique latine et des Caraïbes et la Vice-Présidence de l'Association des Économistes des Caraïbes. Elle est membre de l'Institut international des coûts, de l'Union internationale des Économistes, de la Fédération latino-américaine des auditeurs internes, de l'Association des économistes agricoles d'Amérique latine et de l'Association des études d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Association organise de nombreux événements scientifiques, dont le plus important est la Conférence internationale annuelle des économistes sur la mondialisation et les problèmes liés au développement, à laquelle ont participé des économistes de plus de 60 pays différents, outre les agences spécialisées des Nations Unies. Ces événements ont été marqués par la présence de neuf lauréats du Prix Nobel dans le domaine de l'économie et deux lauréats du Prix Nobel de la Paix.

### II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

L'Association a participé à de nombreuses activités du Conseil économique et social, et, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PNUD, l'UNESCO, l'OMS, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), la CNUCED, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), elle a participé à différents événements :

**2005** : (a) 7<sup>e</sup> conférence internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes liés au développement, organisée à Cuba, avec la participation des Nations Unies; (b) audition de plusieurs ONG dotées du statut consultatif auprès des Nations Unies concernant la réforme de l'instrument, New York.

**2006** : (a) 8<sup>e</sup> conférence internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes liés au développement, organisée à Cuba, avec la participation des Nations Unies; (b) débat de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la CNUCED, New York; (c) audition au sein de la CNUCED en présence de représentants de la société civile et du secteur privé, New York.

**2007** : (a) 9<sup>e</sup> conférence internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes liés au développement, organisée à Cuba, avec la participation des Nations Unies; (b) 46<sup>e</sup> session de la Commission pour le développement social, Siège des Nations Unies.

**2008** : (a) 10<sup>e</sup> conférence internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes liés au développement, organisée à Cuba, avec la participation des Nations Unies; (b) dialogue régional de l'Amérique latine et des Caraïbes avant la 12<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la CNUCED, du SELA (République bolivarienne du Venezuela); (c) 10<sup>e</sup> Congrès des économistes d'Amérique latine et des Caraïbes, avec la participation de la Commission économique d'Amérique latine et des Caraïbes, Bogota.

## **7. National Association of Realtors**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1989**

#### **I. Introduction**

La *National Association of Realtors* entend s'imposer comme une force collective capable de façonner le secteur de l'immobilier et d'influer sur celui-ci. Elle vise à s'ériger en tant que principal défenseur des droits à la propriété, à l'exploitation et au transfert des biens immobiliers et leader dans le développement de normes en faveur de pratiques efficaces, efficaces et éthiques dans le secteur de l'immobilier. Le fait qu'elle soit évaluée par des professionnels de l'immobilier contribue grandement à sa réussite. Œuvrant pour le compte de propriétaires américains, l'Association tend à promouvoir le développement professionnel, les recherches et l'échange d'informations entre les membres, y compris le public et le Gouvernement, aux fins de préserver le principe de libre entreprise et le droit de posséder, d'utiliser et de transférer des biens immobiliers.

La structure organisationnelle comprend le groupe des opérations internationales visant à garantir le caractère accessible, lucratif et éthique des marchés immobiliers mondiaux. La position incontestable de leader qu'occupe l'Association au sein de la communauté internationale de l'immobilier favorise la réussite de ses membres sur le marché mondial, ainsi que son rôle en tant que « société citoyenne ». Son succès repose essentiellement sur des alliances stratégiques et ses efforts visant à : (a) appuyer l'adoption de normes compatibles en matière de biens immobiliers; (b) promouvoir les droits y afférents et (c) lever les obstacles aux transactions mondiales visant des biens immobiliers.

## II. Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Les activités de l'Association en faveur du Conseil économique et social et des Nations Unies en général sont menées conjointement ou à travers le soutien de différentes organisations ou entités étroitement liées à l'Association ou créées par cette dernière, telles que l'*International Housing Coalition* et l'*International Real Property Foundation*. Ces groupes poursuivent les objectifs des Nations Unies, en particulier eu égard aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale liées aux questions de logement, de développement urbain, de droits à la propriété, de finances et de politique en matière de logement. En outre, l'Association a obtenu une contribution volontaire de la part de l'ONU-Habitat afin de financer des programmes d'aménagement hydraulique destinés aux pauvres dans le cadre de la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Association entend réunir des associations professionnelles organisées de spécialistes de l'immobilier à travers le monde afin de soutenir les activités en matière de logement menées par des agences nationales de développement. L'Association épouse les objectifs des Nations Unies depuis 1976 lors de sa participation à la 1<sup>re</sup> Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I) Au cours des dernières années, l'Association a toujours soutenu la stratégie des Nations Unies en matière de logement, ainsi qu'elle l'a déclaré devant le Congrès des États-Unis et elle a tissé une relation de travail étroite avec l'ONU-Habitat.

Événements et activités au cours de la période couverte par le rapport : (a) 3<sup>e</sup> session du Forum urbain mondial : juin 2006, Vancouver, Canada : à cette occasion, l'Association a offert une aide administrative et financière dans le cadre de la coordination de l'*International Housing Coalition*. La Coalition a parrainé la réalisation de 11 documents traitant du logement et couvrant de nombreuses questions à ce sujet. Ces documents qui incluaient des informations, des données et des études de cas dans le cadre de 12 ateliers interactifs, ont fait l'objet d'une large diffusion; l'Association avait la charge d'élaborer un dossier et d'organiser un atelier interactif autour du thème *Affordable housing in the United States : some optimistic approaches* (un logement abordable aux États-Unis : quelques approches optimistes); (b) 4<sup>e</sup> session du Forum urbain mondial, novembre 2008, Nanjing, Chine : au travers de sa participation et de sa contribution financière à l'*International Housing Coalition*, l'Association a soutenu deux événements : *Urban land markets in Africa and housing the poor* » et « *Donor assistance for housing and urban development* ».

Exemples d'activités législatives/de sensibilisation spécifiques au cours de la période 2005/2008 : (a) mars/avril 2007, campagne d'envoi de courriers destinés aux membres du Congrès des États-Unis visant à soutenir les deux postes prévus au budget de l'exercice 2008 de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), relatifs aux besoins en matière de logement au niveau international; (b) poursuite du financement de la *Real Property Foundation*, à concurrence d'un montant de 3 millions de dollars; (c) soutien en faveur de la demande d'inclusion d'un poste de 5 millions de dollars dans le budget de l'exercice 2008 du Président au titre d'infrastructures et de logements en Afrique. Ces deux initiatives visaient à aider les pays à offrir un logement sûr et décent à leurs ressortissants.



L'Association s'est exprimée en faveur d'une augmentation du financement de la loi « De l'eau pour les pauvres » du sénateur Paul Simon dans le cadre de l'exercice 2008. Cette loi promulguée le 1<sup>er</sup> décembre 2005 érige l'accès à de l'eau potable et à un système sanitaire dans les pays en développement au rang d'objectif stratégique spécifique des programmes américains d'aide à l'étranger.

L'Association, en vue d'appuyer l'action de l'*International Housing Coalition*, assure régulièrement une aide en matière de sensibilisation administrative, en préparant des courriers et en fixant des rendez-vous pour le personnel et les représentants de la Coalition avec les membres du Congrès américain dans le cadre de problèmes de logement revêtant une dimension internationale.

---